

Révision de la numérotation des règlements

Veillez prendre note qu'un ou plusieurs numéros de règlements apparaissant dans ces pages ont été modifiés depuis la publication du présent document. En effet, à la suite de l'adoption de la Loi sur le Recueil des lois et des règlements du Québec (L.R.Q., c. R-2.2.0.0.2), le ministère de la Justice a entrepris, le 1^{er} janvier 2010, une révision de la numérotation de certains règlements, dont ceux liés à la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2).

Pour avoir de plus amples renseignements au sujet de cette révision, visitez le http://www.mddep.gouv.qc.ca/publications/lois_reglem.htm.

Travaux d'écaillage, de sablage et de peinture de bateaux commerciaux et de pêche : demande de certificat d'autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement et mesures de protection environnementale minimales

En vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LRQ, chap. Q-2), les travaux d'entretien de bateaux commerciaux et de pêche nécessitant de l'écaillage, du sablage et du peinture sont assujettis à l'obtention préalable d'un certificat d'autorisation du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP).

Une demande de certificat d'autorisation doit donc être déposée par le propriétaire du bateau ou par son représentant, et ce, chaque fois que de tels travaux sont envisagés.

Une autorisation du secteur faune du ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) peut également être requise. Le guichet unique d'autorisation pour les constructions, ouvrages et travaux prévus en milieux aquatiques, riverains et humides permet à la personne d'envoyer sa demande d'autorisation en deux copies, à son choix, au bureau régional concerné (dans la région où se trouve le quai) du MDDEP ou du MRNF, secteur faune, après avoir rempli le formulaire prévu à cette fin :

<http://www.mddep.gouv.qc.ca/eau/rives/autorisation.htm> . L'organisme qui reçoit la demande en acheminera une copie à l'autre organisme.

L'application des mesures de protection environnementale suivantes est recommandée pour de tels travaux et sera considérée au moment où le MDDEP analysera la demande d'un certificat d'autorisation. D'autres exigences peuvent s'appliquer, selon le cas.

Avertissement : L'obtention d'une autorisation ne dispense pas son détenteur des obligations légales édictées par toute autre loi ou règlement fédéral, provincial ou municipal.

Mesures de protection environnementale minimales recommandées

1. Principes généraux

Si le bateau demeure à l'eau (ex. : amarré au quai), seuls les travaux ne comportant pas de sablage avec jets d'abrasifs ou jets d'eau pourront être autorisés. Idéalement, les travaux devraient être réalisés à terre, dans une aire prévue à cette fin (ex. : dans une cale sèche) ou à bonne distance du plan d'eau.

- Au moment où il effectue tout travail d'écaillage ou de peinture, l'exécutant doit récupérer tous les résidus (ex. : les éclats de peinture, la rouille, le matériel souillé et, s'il y a lieu, les abrasifs et les eaux résiduaires).

- Tout équipement ou structure prévu pour réduire l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet de contaminants dans l'environnement doit toujours être en bon état et doit être utilisé durant toute la durée du travail.
- Les résidus (solides ou liquides) résultant des travaux et le matériel souillé (contenants vides, guenilles, masques, etc.) doivent être récupérés, entreposés de façon sécuritaire et éliminés adéquatement, dans le respect des normes applicables aux réseaux d'égout, aux matières résiduelles ou aux matières dangereuses.

2. Mesures de confinement et de récupération des résidus

Si le bateau demeure à l'eau pendant les travaux :

- un abri doit être installé autour de l'embarcation, pour confiner et récupérer les résidus et les autres rejets résultant de ces travaux. Comme l'utilisation de jets d'abrasifs et de jets d'eau à haute pression est interdite dans l'eau, des toiles imperméables ou des bâches de plastique en bon état, superposées et attachées aux échafaudages sont suffisantes pour confiner l'aire de travail;
- le vent doit être faible au moment des travaux d'écaillage ou de sablage;
- une structure flottante doit être utilisée autour de l'embarcation, afin de retenir les résidus tombés à l'eau malgré les précautions, et de permettre leur récupération. Par exemple, il peut s'agir d'une estacade composée de morceaux de bois ou de rideaux de confinement préfabriqués;
- une trousse d'urgence pour récupérer les déversements accidentels doit être disponible sur place.

Si les travaux sont réalisés hors de l'eau ou hors d'une cale sèche autorisée :

- le lieu où les travaux sont effectués doit être localisé à une distance d'au moins vingt mètres de la rive;
- on doit utiliser des abris adéquats, selon la nature des produits utilisés et des rejets anticipés. Des enceintes de confinement partiel peuvent suffire, mais, si des quantités importantes de poussières sont générées, il faudra utiliser une enceinte de confinement total. Cette dernière doit être étanche à la poussière et au vent. Elle doit comporter, entre autres, des entrées étanches, des coutures et des joints scellés, et être munie d'un système à pression négative;
- tous les résidus (rouille, peinture, contenants vides, guenilles, diluants, abrasif, etc.) et toutes les eaux résiduaires doivent être récupérés, soit par aspiration immédiate, soit à l'aide d'un autre système permettant d'éviter les rejets dans l'environnement;
- une trousse d'urgence pour récupérer les déversements accidentels doit être disponible sur place.

3. Gestion et élimination des résidus

Les résidus secs ou humides doivent être confinés dans des contenants étanches. Pour éviter les déversements, ils doivent être entreposés à bonne distance du plan d'eau, dans une zone située à l'écart de la circulation.

Résidus de décapage et d'écaillage

Les opérations de sablage, d'écaillage ou de peinture peuvent produire des résidus contenant des éléments, tels le plomb ou le chrome, qui sont susceptibles de contaminer l'environnement. Les résidus (rouille, contenants de peinture, écailles de peinture, guenilles, abrasifs, etc.) doivent être analysés dans un laboratoire accrédité pour vérifier s'il s'agit de matières dangereuses. Si c'est le cas, les résidus doivent être éliminés conformément aux dispositions du Règlement sur les matières dangereuses (LRQ, chap. Q-2, r. 15.2). Sinon, les résidus doivent être éliminés conformément aux dispositions du Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles (LRQ, chap. Q-2, r. 6.02).

Eaux résiduaires

La personne qui exécute les travaux doit filtrer et décanter les eaux résiduaires. Ces eaux ne doivent ni être rejetées dans le milieu aquatique, ni dans un réseau d'égout pluvial. Elles pourraient être rejetées dans un réseau d'égout (eaux usées) si elles respectent les critères de rejet établis par l'autorité responsable de ce réseau. Elles ne doivent pas être diluées avant leur rejet. Les eaux résiduaires peuvent aussi être éliminées dans un lieu de traitement ou de rejet (pour matières dangereuses ou non, selon le cas) autorisé par le MDDEP.

Bibliographie :

MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC. *Guide de peinture des charpentes métalliques*, 2001, 126 p.
HYDRO-QUÉBEC. *Clauses environnementales normalisées*, Division Hydro-Québec Équipement, Révision 2, janvier 2007, 42 p.

Auteurs :

Nathalie Lafontaine, Direction des politiques de l'eau (DPE)
Isabelle Guay, Direction du suivi de l'état de l'environnement (DSÉE)

Date de mise à jour :

Septembre 2009